

## Recherches sociographiques



Marie-Paule MALOUIN (dir.), *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*

Denise Lemieux

Volume 38, numéro 2, 1997

L'école

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057136ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057136ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, D. (1997). Compte rendu de [Marie-Paule MALOUIN (dir.), *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*]. *Recherches sociographiques*, 38(2), 369–372. <https://doi.org/10.7202/057136ar>

En attendant, je les souhaite nombreux ceux qui voudront découvrir les charmes du premier voyage, en lisant ce livre remarquable à plus d'un titre.

Jean J. MOISSET

*Département d'orientation, d'administration et d'évaluation en orientation,  
Université Laval.*

---

Marie-Paule MALOUIIN (dir.), *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Bellarmin, 1996, 458 p.

Cet ouvrage sous la direction de Marie-Paule Malouin, sociologue et historienne, porte sur l'institutionnalisation de l'enfance en difficulté et s'attache plus particulièrement à ses modes d'organisation au cours des années 1940 à 1960. Il est le terme d'une recherche commandée et supervisée par un groupe de travail mis sur pied par la Conférence religieuse canadienne (CRC), section Québec. Ce contexte de commandite est de plus en plus fréquent dans la production de la recherche en sciences humaines ; mais s'y ajoute ici un élément tout à fait singulier, soit le besoin d'information de la CRC provenant de poursuites légales contre certaines communautés religieuses féminines du Québec par d'anciens pensionnaires de ces institutions identifiés dans les médias sous le nom des « orphelins de Duplessis ». Un préambule précise le cadre de l'étude et le mandat donné aux chercheurs par le groupe de travail.

Tout en rappelant les objectifs d'élargir et de mettre en perspective les questions soulevées « sans accuser ni défendre personne », ainsi que les moyens rigoureux garantis aux chercheurs « pour assurer la crédibilité de la recherche », le mandat du groupe de travail qui définit les objets de recherche découle directement du contexte de judiciarisation des problèmes soulevés. Il s'agit, d'une part, de « situer l'intervention des congrégations religieuses à l'égard des enfants confiés à la charge de l'État dans le contexte des années quarante et cinquante et, d'autre part, d'exposer le fonctionnement des établissements à la lumière des mentalités, des structures sociales, du contexte politique, économique et éducatif de l'époque » (p. 12).

Brièvement évoquée en introduction, la question à éclairer est étudiée en détail au chapitre 9, qui rétablit les événements, les enjeux et les décisions de divers acteurs qui ont fait qu'une institution créée pour donner une éducation spécialisée aux enfants déficients ait été transformée après 1954 en hôpital pour malades mentaux. Pour situer ces événements dans leur contexte sociopolitique, c'est tout le système de l'aide à l'enfance dans son évolution historique que l'étude tente de reconstituer. Trois problématiques sont utilisées : celle des rapports Église-État, celle des inégalités sociales, et celle des rapports hommes-femmes. L'approche d'ensemble de l'étude est

systémique et davantage axée sur les aspects politiques, juridiques et organisationnels des crèches, orphelinats, asiles, institutions pour délinquants et déficients et sur leurs pratiques respectives plutôt que sur l'expérience des enfants ayant vécu dans ces « univers ». Cependant, les conditions de vie des enfants en institution sont au centre des analyses.

La problématique des rapports hommes-femmes est présente sous plusieurs angles dans cette recherche, non seulement parce que les institutions faisant œuvre d'assistance publique au Québec étaient majoritairement constituées de communautés religieuses de femmes y exerçant un travail gratuit assimilé au maternage, mais aussi parce que la clientèle des crèches et des orphelinats découlait en partie de l'ostracisme social d'autres femmes, les mères célibataires ainsi que les mères nécessiteuses obligées de confier leurs enfants aux orphelinats. Malgré ses particularités, le cas québécois s'inscrit bien dans la problématique des rapports entre le genre et le *welfare* mis en évidence par plusieurs études récentes (voir l'article de ORLOFF dans l'*Annual Review of Sociology* paru en août 1996). Dans la société comme au sein de l'Église catholique et des idéologies qu'elle véhiculait, les rapports d'autorité dessinaient les statuts de subordination et d'exclusion, tant des femmes que des enfants, pesant davantage sur les destins de certaines catégories et sur certaines institutions.

Pour chaque secteur d'assistance on examine, en plus des aspects juridiques et organisationnels, les clientèles et les soins donnés en tenant compte des conceptions de l'éducation des enfants, des soins aux enfants abandonnés ou déficients, des savoirs et des pratiques en psychoéducation et en psychiatrie. Ce qui constitue la documentation ce sont les recherches existantes sur chacun des secteurs, l'étude des législations sur l'enfance et la jeunesse, les rapports des commissions d'enquête, les écrits journalistiques ainsi que les archives de plusieurs institutions ayant œuvré dans le domaine de l'aide à l'enfance. La périodisation initiale est élargie en cours de recherche pour englober les périodes où se dessinent des changements importants, soit les années trente et soixante.

Le premier chapitre sur « Église, État et assistance publique au Québec » trace le contexte sociohistorique de l'assistance et présente le système des années quarante et cinquante dans le prolongement des ententes tacites établies entre l'Église et l'État au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les communautés religieuses ayant occupé peu à peu presque toutes les niches correspondant à des besoins d'assistance tels que perçus à l'époque. Ce concordat implicite fut reformulé en 1921 au moment de la première loi d'assistance publique octroyant une aide partielle aux œuvres des communautés religieuses. Devant la résistance de l'Église à toute intrusion dans ces activités, l'État n'intervint toutefois pas dans leur gestion. La période des décennies quarante et cinquante constitue à la fois une période de consolidation et de remise en question du système, de contrastes profonds entre tradition et modernisation. Avec la croissance des fonds publics, l'expansion du système d'assistance et la baisse des effectifs religieux nécessitant l'engagement de laïcs, on assiste dans les divers domaines à l'émergence d'ex-

perts véhiculant de nouveaux savoirs, de nouvelles valeurs. Cependant, les commissions d'enquêtes et les législations modernes de protection de l'enfance votées au début des années 1940 par le gouvernement libéral suscitent des résistances de l'Église et ces législations seront entièrement mises de côté pendant le règne de Duplessis.

Le chapitre portant sur l'histoire des conceptions de l'enfant et de l'éducation met davantage l'accent sur la permanence des conceptions traditionnelles de l'enfant (être faible-propriété des parents, capital humain, être à élever au plan spirituel), que sur les idées nouvelles issues de la psychologie et de la pédagogie dont on souligne la diffusion au cours de la période. Une approche par les représentations de l'enfant dans la littérature ou l'art (ici je réfère à mes propres recherches) révèle davantage de changements des représentations et des modèles à cette époque que ne manifeste cette recherche axée sur les institutions d'assistance. L'étude soulève par ailleurs avec pertinence le lien entre ces conceptions traditionnelles de l'enfant et la préférence mainte fois observée de la société québécoise pour l'éducation des enfants en institution. L'idée réitérée par les auteurs de la similitude des pratiques à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions ne manque pas de fondement, mais pourrait être nuancée ; les pratiques familiales n'étaient pas homogènes, pas plus d'ailleurs que celles des orphelinats comme en fait foi la recherche. La ressemblance évoquée entre la discipline stricte observée dans les écoles françaises et celle des écoles québécoises dirigées par les religieuses ne couvre pas toute la réalité scolaire de l'époque ; l'approche ethnologique d'Anne-Marie DESDOITS dans *Le monde de l'enfance* (PUL-CNRS, 1990), aurait permis d'atténuer ce rapprochement. Dans l'ensemble, le portrait des enfants en difficulté qui ressort de ce travail d'envergure témoigne avec justesse de l'existence d'une diversité de situations dans les institutions qui renvoie pour une part à l'hétérogénéité du système, aux inégalités présentes en son sein et aussi au fait que les institutions participaient elles-mêmes aux changements en cours, comme en témoignent les chapitres sur la déficience et la délinquance. En prenant comme objet les enfants en difficulté, l'étude met nécessairement l'accent sur les éléments les plus sombres de la réalité sociale des enfants de ces époques et ne cache nullement la triste situation des orphelins et en particulier des illégitimes auxquels la société réserve la portion congrue. Avec les progrès de la psychologie, l'éducation en institution des très jeunes enfants apparaît à plusieurs comme la source même des retards de développement qui conduisent à des diagnostics de déficience mentale et à l'absence d'instruction, parfois à l'enfermement et à la délinquance, d'où la nécessité de mettre au point des méthodes d'orthopédagogie pour surmonter ces difficultés.

L'épisode de la transformation du Mont-Providence où des religieuses utilisaient des méthodes de psychoéducation en hôpital pour malades mentaux sous la pression de Duplessis, constitue un exemple extrême de recul que décrit le chapitre 9 sur « Éducation et déficience ». On y fait état de l'intervention de M<sup>gr</sup> Léger auprès des instances des communautés religieuses, celui-ci invoquant leur soumission à l'évêque et leur charisme d'humilité pour entraîner l'adhésion des religieuses à la dé-

cision politique de suspendre le financement à moins qu'elles n'interrompent leurs activités pédagogiques auprès des enfants pour s'en tenir à des activités hospitalières. Cette transformation eut non seulement un effet négatif sur les pensionnaires rassemblés dans cet établissement pour des fins éducatives (on cherche non sans difficultés à retracer les parcours de certains d'entre eux), mais elle mit fin à l'émergence d'une expertise féminine d'avant-garde dans ce secteur.

Le principal intérêt de cette approche d'ensemble axée sur les structures est peut-être d'avoir cherché à cerner des liens entre les divers secteurs d'assistance par exemple en scrutant la composition des clientèles : les crèches prennent le relai des œuvres pour mère célibataire et les orphelinats recueillent les nourrissons des crèches n'ayant pas été adoptés, mais elles s'occupent aussi des orphelins ayant perdu un ou deux parents et des enfants de familles en crise, tandis que les enfants présentant des problèmes ou handicaps pouvaient aboutir dans les écoles de réforme ou de protection ou même dans les asiles pour malades mentaux. Des monographies d'institutions (on en compte un petit nombre provenant surtout d'une région périphérique), donneront la possibilité d'approfondir ces analyses et de vérifier ou d'infirmer des hypothèses ; elles permettront peut-être d'étudier plus en détail la question du sous-financement à laquelle cette étude accorde une importance majeure dans son interprétation. Des études axées sur les parcours individuels, soit à travers les dossiers d'institutions, soit par le recours aux récits de vie, tant des religieuses que des enfants placés en institutions, pourraient aussi éclairer certains aspects, explorer les trajectoires hors institution pendant l'adolescence et la vie adulte et y apporter les points de vue complémentaires et sans doute diversifiés des interprétations individuelles et de la mémoire sur les univers de ces enfants en institution.

Denise LEMIEUX

*INRS - Culture et société.*

---

Claude TROTTIER, Madeleine PERRON et Miala DIAMBOMBA (dirs), *Les cheminements scolaires et l'insertion professionnelle des étudiants de l'université : perspectives théoriques et méthodologiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1995, 225 p.

À l'heure d'une crise généralisée de l'emploi, à laquelle même les diplômés universitaires n'échappent pas, l'ouvrage réalisé sous la direction de Claude Trottier, Madeleine Perron et Miala Diambomba, professeurs à l'Université Laval, offre au lecteur un ensemble de réflexions et d'analyses pluridisciplinaires sur l'insertion professionnelle qui permettent de mieux comprendre le champ d'étude et les probléma-